

# **DROIT AU TRAVAIL, SUPPRESSION DES LISTES NOIRES!**

Lundi 23 mars 2015, vingt-trois diplômés chômeurs, anciens membres de l'*Union générale des étudiants de Tunisie* (UGET), ont débuté une grève de la faim au local des jeunes travailleurs de l'UGTT à Tunis, rue de Grèce. Le 1er avril, sous pression de l'UGTT, ils se sont déplacés Avenue Bourguiba, dans un local loué par les organisateurs du *Forum social mondial 2015*. Ils sont tous au chômage depuis des années, car ils étaient exclus des concours de la fonction publique en raison de leurs activités syndicales et politiques sous le régime déchu de Ben Ali qui avait constitué des listes noires contre les opposants. Les grévistes font partie d'un plus grand groupe de 186 protestataires, également en grève de la faim qui ont fondé un *Comité national pour la défense des anciens militants de l'UGET*. Les manifestants poursuivront leur mouvement de protestation jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites et leur situation régularisée comme convenu dans l'accord signé, en décembre 2014, avec l'ancien gouvernement. Celui-ci prévoyait leur intégration dans la fonction publique après l'examen de leurs dossiers. Le nouveau gouvernement d'Habib Essid leur a demandé de lui accorder un mois à partir du 27 février 2015 pour examiner leurs dossiers, ce délai est désormais dépassé.

Ce mouvement de grève de la faim avait été initié, le samedi 28 février par 8 membres de l'*Union des diplômés chômeurs* (UDC) à Gabès, ville portuaire du Sud Est du pays, au siège de la section de la *Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme* (LTDH). Plusieurs mobilisations de soutien, notamment à l'appel de l'UDC, ont déjà eu lieu, samedi 14 mars dans tout le gouvernorat (département) de Gabès, et à Sousse; lundi 16 mars, dans celui de Sidi Bouzid, et à Tunis. Parmi les revendications de l'UDC, en dehors de la suppression des listes noires de Ben Ali, le syndicat réclame la présence de représentants des chômeurs dans les assemblées locales et régionales.

Le 23 mars, la mobilisation des chômeurs ne s'arrêtait pas seulement à Tunis, puisqu'une manifestation de l'UDC a notamment eu lieu à Sidi Bou Zid. Dans de nombreuses villes, comme à Sousse, Gabès, Gafsa, des manifestations se sont tenues à l'initiative de l'UDC, parfois très violemment réprimées, comme celle de Gafsa au mois de février où plusieurs manifestants ont été hospitalisés. Le 25 mars, alors que débutait le *Forum social mondial* à Tunis, un membre du comité local de l'UDC à Gabès, qui participait à la grève de la faim, était arrêté et tabassé par la police.

Le 26 mars 2015, la mobilisation s'amplifiait encore dans la région de Sidi Bouzid, alors que le ministre de l'Éducation nationale annonçait que chaque chômeur devrait désormais payer 15 dinars pour l'inscription aux concours du Capes! À Gabès, les grévistes refusaient les propositions du premier ministre: arrêter la grève contre 150 dinars chacun. Pas dupes de la manipulation, ils ont décidé d'entamer une grève de la faim sauvage (sans eau)!

Le 28 mars, un membre de l'UDC était arrêté en marge d'une manifestation du syndicat à Tunis. Son nom figurait sur des listes de la police, en tant que participant aux manifestations qui chassèrent Ben Ali en janvier 2011. Il est libéré en fin de journée du commissariat de la place Barcelone.

Les chômeurs tunisiens sont dans une étape cruciale dans leur bras de fer avec le pouvoir, et la nouvelle rencontre entre l'UGTT et le gouvernement, le mardi 7 avril, sera décisive.

Nous soutenons toutes les revendications portées par le *Comité national pour la défense des anciens militants de l'UGET* et par l'UDC, et en particulier leur droit au travail qui implique la suppression des listes noires de Ben Ali. Nous appelons toutes les organisations politiques et syndicales, et notamment celles qui participèrent au *Forum social mondial 2015* à Tunis, à soutenir publiquement leurs luttes.